

News Details News Details

07.07.2017

Manifestation Uniterre réussie devant l'IP lait ce 4 juillet



En ce 4 juillet, c'est devant l'IP lait que des producteurs de lait, à l'appel d'Uniterre, se sont regroupés pour protester contre l'immobilisme honteux des instances concernés et réclamer, parmi d'autres revendications, une hausse du prix du lait immédiat!

Voici ce que Uniterre a revendiqué (Communiqué de presse):

La saignée à blanc continue sur les fermes laitières! Il est temps d'agir et sur trois fronts puisque nos « partenaires commerciaux » semblent bel et bien mépriser la situation paysanne !

Gestion des quantités et prix équitables : les 2 piliers offrant une perspective d'avenir aux familles paysannes et qui figurent noir sur blanc dans l'initiative pour la souveraineté alimentaire

L'absence de règles claires dans le marché laitier a des conséquences fatales et le prix du lait est en chute libre depuis plusieurs années. Discussions avec les partenaires commerciaux, fixation d'un prix indicatif -jamais respecté-, tentative de contractualisation du secteur du lait industriel et segmentation, rien n'y fait. Malgré une hausse du prix du lait au niveau international et une baisse des quantités produites en Suisse, le prix de notre lait continue de stagner à des niveaux si bas qu'il ne couvre même plus la moitié des coûts de production.

Les coûts de production du lait, produit noble par excellence, sont situés entre 90 cts et 1.20.- par litre (chiffres des stations de recherche en agronomie). Or, une grande partie des producteurs de lait ne touchent en moyenne qu'environ 50 cts par litre de lait ! Avec des sous enchères pouvant atteindre 10 cts/litre pour le lait issu des secteurs de restriction ou autres déductions des acheteurs. Une honte !

Comment est-ce possible que du lait suisse, produit selon les critères de qualité suisses, soit vendu au prix de 99 cts par litre dans les rayons de certains grands magasins ? Ce n'est autre que du dumping qui devrait être interdit quand on sait qu'en début de chaîne, sur les fermes, des drames humains surviennent ! Le prix de la brique de lait devrait se situer autour de 1.80.-/l pour que chaque maillon de la chaîne soit correctement rémunéré (paysans et ouvriers agricoles, transformateurs et grande distribution). Si avec raison, les syndicats se refusent à ce que les salaires des frontaliers soient payés en euros - ce

qui provoquerait à coup sûr une sous enchère salariale - et revendiquent des mesures d'accompagnement pour la libre circulation, les paysannes et les paysans suisses ne peuvent tolérer que leur lait soit bradé à un prix inique !

Nous exigeons

- Un prix équitable pour le lait, qui rétribue correctement le paysan.
- La participation active des producteurs à une gestion moderne des quantités produites qui réponde aux besoins de la population. C'est en amont qu'il faut agir plutôt que de créer des fonds à tout va servant à financer l'évacuation des surplus. La surproduction provoque la baisse des prix indigènes, est écologiquement et énergétiquement absurde et détruit les marchés locaux dans les pays vers lesquels nous exportons ces surplus à bas prix.
- Des contrats d'achat de lait généralisés entre les producteurs et les premiers acheteurs sur lesquels soient indiqués les quantités à produire sur une année et le prix qui soit valable au moins six mois.
- Le droit réel des producteurs à ne pas produire des quantités excédentaires (droit de ne pas produire du lait C, voire B)

Ces revendications sont adressées à trois interlocuteurs :

- D'une part à nos acheteurs de lait, avec lesquels nous sommes sensés avoir un partenariat social... s'ils ne réagissent pas à très court terme nous agirons en conséquence !
- A la Confédération qui se doit d'agir quand la situation devient à ce point dramatique et qui en a les moyens légaux grâce à la loi sur l'agriculture. Comme lors d'un large conflit social, elle peut se positionner comme arbitre afin que l'ensemble du secteur trouve un accord satisfaisant. Nous ne lui demandons pas de fixer les prix ou de verser des paiements directs supplémentaires ; nous voulons simplement qu'elle applique la loi jusqu'au bout.
- Et enfin nous parlons aux citoyennes et citoyens suisses qui auront l'occasion de s'exprimer en votant pour notre initiative populaire, probablement en 2018, puisqu'elle offre clairement des solutions à cette situation désastreuse.

Communiqué et interview avec Rudi Berli, Uniterre

[<<< back](#)